



**Palestine : ouvrez Gaza, cessez-le-feu immédiat !
stop à la famine, stop au génocide,
stop à la colonisation, à l'occupation, à l'apartheid
Sanctions contre Israël !**

À Gaza où l'État d'Israël mène depuis près de 23 mois, sous les yeux du monde entier, une guerre génocidaire, la situation a encore empiré durant les mois d'été. La famine vient d'être officiellement déclarée par l'ONU. Elle est sciemment organisée par l'État d'Israël alors que les secours attendent depuis des mois dans les pays voisins. La famine s'ajoute aux bombardements incessants qui visent délibérément la population civile - femmes, enfants, médecins, secouristes, journalistes, artistes -, à la destruction totale de toutes les infrastructures vitales, aux massacres commis par l'armée israélienne autour des prétendus centres de distribution contrôlés par Israël et les Etats-Unis. Les témoignages qui nous parviennent sont terribles. **La faim, la soif, le manque de médicaments et les bombardements font des ravages. Les enfants en sont les premières victimes, et toute la population est maintenant menacée de mort.**

Et maintenant le gouvernement israélien, malgré les mises en garde de l'ONU et de la plupart des États, met à exécution son plan pour s'emparer de la ville de Gaza, en déplacer la population déjà bombardée, épuisée, le plus souvent réfugiée dans des abris de fortune, avec le projet annoncé de raser entièrement cette grande ville palestinienne.

En Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, la population est assiégée, déplacée de force, menacée par les colons et l'armée israélienne, et l'expansion des colonies se poursuit sans relâche. Le parlement israélien a voté l'annexion de la Cisjordanie, et le plan de colonisation du secteur « E1 », qui coupe la Cisjordanie et rend impossible la création d'un État palestiniens, vient d'être décidé.

Entièrement dans sa logique guerrière, l'État d'Israël continue à bombarder en toute impunité le Liban et la Syrie, prétendant « redessiner » l'ensemble du Moyen-Orient.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) dénonce depuis des mois la guerre génocidaire menée par l'État israélien contre le peuple palestinien. Dans une impunité totale, avec l'appui actif des Etats-Unis et en l'absence de sanctions de l'Union européenne, l'État d'Israël viole en permanence le droit international, et ne fait pas mystère de son projet de déporter ou d'éliminer la population palestinienne. **C'est une honte pour l'humanité, qui va durablement marquer notre siècle.**

Le président de la République a **officiellement annoncé que la France allait reconnaître en septembre l'État de Palestine.** Nous prenons acte de cette décision, de sa portée politique et de son caractère irrévocable, en observant qu'elle arrive bien tard et que les engagements demandés préalablement à la partie palestinienne restreignent par avance la souveraineté de l'État à reconnaître. La dynamique ainsi enclenchée, d'autres États se joignant maintenant à l'initiative de la France, n'aura de sens que dans le cadre du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, et avec des mesures concrètes pour mettre fin à l'occupation, à la colonisation, et à l'apartheid.

L'urgence aujourd'hui est de sauver le peuple palestinien des massacres et de la famine. **Face à un génocide, il faut des actes, tout de suite !!**

Nous soutenons le peuple palestinien dans sa résilience et sa résistance au génocide, à la colonisation et à l'apartheid.

Nous saluons les initiatives des organisations de la société civile israélienne qui refusent clairement le génocide en cours. Nous saluons les initiatives des syndicats qui ont bloqué l'envoi de matériel militaire en Israël et appelons à leur extension.

Nous appelons toute la population à se mobiliser en masse pour exiger :

- **La réouverture immédiate et massive à l'aide humanitaire à Gaza** sous le contrôle de l'ONU et des ONG internationales, et l'accès de Gaza aux soignants et journalistes internationaux.
- **La conclusion d'un cessez-le-feu immédiat et durable** à Gaza, l'arrêt immédiat des bombardements et le retrait des troupes terrestres israéliennes, la libération de toutes les personnes détenues.
- **L'engagement d'une force de protection** de la population palestinienne de Gaza sous l'égide de l'Assemblée Générale de l'ONU, ayant notamment la mission de superviser et d'assurer l'acheminement de l'aide alimentaire, sanitaire, humanitaire.
- **L'arrêt par la France de toute coopération militaire et de toute livraison d'armes**, de munitions et d'équipements militaires à Israël, et l'interdiction de leur transit sur son territoire.
- **La reprise immédiate des opérations permettant de faire sortir des Palestiniens de Gaza**, notamment des étudiants, des universitaires, des artistes, et leur accueil en France.
- **Que la France engage des sanctions contre Israël**, sur le plan diplomatique et par la remise en cause des coopérations commerciales, universitaires et de recherche avec Israël.
- **La mise en œuvre par la France des mandats de la CPI et l'ouverture d'enquêtes sur les Franco-israéliens** susceptibles d'avoir commis des crimes de guerre.
- **La suspension de l'Accord d'Association** entre l'Union européenne et Israël.

Nous vous appelons à participer, sur la base de cet appel, aux rassemblements et manifestations dans toute la France en soutien à la Palestine, notamment les 5, 6 et 7 septembre qui doivent marquer notre mobilisation de rentrée. A Paris, une grande manifestation unitaire partira de République le samedi 6 septembre à 14h00.

Membres du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens signataires :

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - AILES Femmes du Maroc – Alternative Communiste - Américains contre la guerre (AAW) – Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre (4ACG) - Apel-Égalité – Association de Solidarité Inter Peuples -Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Confédération générale du Travail (CGT) – Confédération Internationale Solidaire et Écologiste (CISE) –Droit-Solidarité – Ensemble! Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Femmes Égalité - Forum Palestine Citoyenneté – Gauche démocratique et sociale (GDS) - - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI) - Les Femmes en noir (FEN) – Les Écologistes EELV - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement de la Paix - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA-A) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) – Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) - Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) –Sortir du colonialisme –Union communiste libertaire (UCL) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) – Union étudiante - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) – Union pour la Reconstruction Communiste (URC) - Union Syndicale Lycéenne (USL) - Union syndicale Solidaires

Avec le soutien de

Ligue des Droits de l'Homme (LDH)

Le 29/08/2025